

REVUE DE PRESSE

DU

30/11/2009

SERVICES DE SECOURS

"Le citoyen n'est plus en sécurité"

Pas d'argent, pas de réforme: les pompiers en ont marre

Les pompiers ne voient toujours rien venir. Las d'attendre une réforme qui ne vient pas, de meilleurs moyens et des réponses à leurs questions, ils vont passer à l'action.

"La sécurité de la population n'est plus assurée", commente le porte-parole des pompiers francophones et germanophones Marc Gilbert. "Depuis plus de deux ans, rien ne bouge, hormis les ministres de l'Intérieur qui se succèdent au pas de course. Assez de promesses, maintenant nous voulons des actions".

LA MINISTRE TURTELBOOM? "OU ELLE BOUGE, OU ELLE S'EN VA"

Les raisons de leur colère? "Un budget initial (68 millions) avait été estimé nécessaire pour démarrer cette réforme sur le terrain", insiste Marc Gilbert. "Mais le Gouvernement a encore rabaissé les crédits qui nous étaient alloués: en 2010, nous aurons 7 millions qu'en 2009."

Mais aussi le manque de statut des 12.500 pompiers volontaires et le manque tout court de

professionnels, qui sont actuellement 5.000 pour l'ensemble du pays.

Les pompiers revendiquent aussi une meilleure formation, du meilleur matériel, surtout pour leur propre protection, et un soutien psychologique. "Nous sommes encore comme en 1963, date de la dernière Loi en vigueur. Mais les choses ont bien changé depuis."

Les pompiers en ont ras le képi. Ils envoient un courrier à tous les bourgmestres et ils passent à l'action. Pour la première, ils ont choisi la date symbolique de la Sainte-Barbe, leur patronne: le vendredi 4 décembre.

"Nous allons nous poster à certains postes frontalières, où passent une majorité de gens", explique Marc Gilbert. "Nous voulons avertir ceux qui entrent en Belgique qu'ils arrivent dans un pays où nous ne sommes plus en mesure d'assurer leur sécurité. Même chose pour les gens qui sortent du pays: nous leur disons qu'ils vont vers un pays mieux sécurisé. Et nous inviterons tout le monde à signer une pétition."

FRONTIÈRES BLOQUÉES

Vendredi, donc, des véhicules se mettront en position du côté de Couvin, Chimay (Brûly),



Les pompiers en ont ras le casque.

■ BERNARD LIBERT

Arlon (Sterpenich), mais aussi du côté de Tournai ou de la frontière allemande. "Vendredi aussi, nous allons distribuer aussi des tracts sur les marchés publics pour toucher un maximum de population."

Autres actions prévues dans la foulée: visite chez les présidents de partis, puis chez la ministre Turtelboom. "Ou elle bouge, ou elle s'en va". Le message est on ne peut plus clair. «

PATRICE ANTOONS

EFFECTIFS ET MATÉRIEL INSUFFISANTS

À deux pour un incendie

Un problème récurrent chez les pompiers est le manque d'effectif. Au point de devoir réquisitionner la population, si nécessaire.

"Nous manquons en permanence de personnel", explique Francis Bodart, commandant de la caserne de Rochefort. "Parfois, les hommes se retrouvent à deux ou trois pour un premier départ incendie. Nous devons faire appel aux casernes voisines qui sont alors déforcées. C'est faire à deux ou trois services ce qu'un seul devrait pouvoir faire."

Pour l'heure, question maté-

riel, c'est correct. Les communes font des efforts.

Mais pas partout: à Gedinne, l'ambulance a joué à la chaise musicale. "Notre véhicule n'est plus passé au contrôle technique", explique le commandant Pascal Baijot. "Nous en avons reçu une à prêter de Namur, puis d'Eghezée. Mais celle-ci a à son tour été refusée au contrôle technique. Nous avons ensuite récupéré l'ancienne de Dinant, où ils viennent d'en acquérir une neuve sur fonds propres. Mais celle dont nous disposons date des années 90." «

P.ANT.

Les pompiers en colère : la sécurité est menacée

P.3 La réforme est en rade. Les hommes du feu sonnent l'alerte et vont informer la population sur les risques que le gouvernement leur fait courir.

Les pompiers francophones et germanophones passent à l'action. Alors qu'ils célébreront la Sainte-Barbe, ce 4 décembre, ils tenteront de sensibiliser la population à leur sort. On les retrouvera également aux principales frontières du pays pour informer les étrangers sur le sol belge. Aux habitants du pays comme aux visiteurs, ils délivreront le même message : « *Attention ! La sécurité dans ce pays n'est plus assurée.* »

Dramatisation ? Ce n'est pas le genre des hommes du feu qui connaissent le prix du danger et vivent au quotidien avec des moyens largement insuffisants, en hommes comme en matériel.

Si le ton monte, c'est parce que le gouvernement n'a pas tenu les promesses faites au lendemain de la catastrophe de Ghislenghien où cinq pompiers sont décédés. Une réforme a été approuvée en 2007. Mais elle n'a fait connaître que de très maigres effets.

En octobre, le gouvernement n'a pas pu dégager les 70 millions nécessaires à la concrétisation de cette réforme en 2010. Le dossier est en rade. Et les communes s'inquiètent : vont-elles à nouveau passer à la caisse ?



Sécurité Le ras-le-bol mobilise les casernes : la réforme promise est à l'arrêt

Les pompiers passent à l'action

Le 4 décembre, jour de Sainte-Barbe, les 17.500 pompiers du pays n'auront pas le cœur à la fête. Une réforme des services d'incendie leur avait été promise au lendemain de la catastrophe de Ghislenghien où ils ont payé un très lourd tribut. La loi en ce sens a été votée en mai 2007. Mais depuis lors, ils n'ont pratiquement rien vu venir. Pire : fin octobre, les hommes du feu apprenaient avec dépit qu'Annemie Turtelboom, la ministre de l'Intérieur, n'avait pas réussi à obtenir les moyens nécessaires (70 millions d'euros) à la concrétisation de la réforme en 2010.

C'est peu dire que la colère gronde dans les casernes. Vendredi soir, les pompiers étaient près de deux cents cinquante à s'être rassemblé à Eghezée, près de Namur. La très large majorité des services francophones et germanophones étaient représentés. Les hommes du feu ont décidé de mener différents types d'action afin d'être entendus. Ils vont jusqu'à annoncer une possible démission collective si leurs revendications ne sont pas rencontrées au plus vite.

La réforme des services d'incendie prévoit notamment un refinancement permettant une plus grande professionnalisation du secteur : en Belgique, deux tiers des pompiers sont volontaires, ce qui pose des problèmes de disponibilité. Les pompiers veulent aussi bénéficier d'une meilleure formation ainsi que d'un matériel plus adapté. Le cadre défini pour chaque zone de secours est loin d'être rempli et sur le terrain, des problèmes de matériel parfois criants se posent.

Là-dessus, se greffe l'inquiétude d'un nombre important d'élus communaux qui craignent de devoir prendre en charge le coût de la réforme. « *Le gouvernement fédéral nous a trompé, et a aussi grugé les pouvoirs locaux* », estime Marc Gilbert, président de la Fédération des sapeurs-pompiers de Belgique. « *Je constate, dans le chef de l'administration du ministère de l'Intérieur, une totale discordance entre la parole et les actes.* »

Visiblement, la confiance envers les autorités fédérales est rompue. A Eghezée, les pompiers n'ont pas réclamé l'application rapide de la réforme, mais un calendrier réaliste de mise en route. Plusieurs actions ont été décidées. Pour sensibiliser le public au combat des hommes du feu, des tracts seront distribués sur les marchés : « *Nous voulons dire aux personnes que leur sécurité est menacée, que nous fonctionnons sur le volontariat, que nous manquons de formation et de matériel, et que nous ne disposons d'aucun soutien psychologique* », poursuit Marc Gilbert.

Le 4 décembre, jour où l'on fête Barbe, leur patronne, les pompiers seront aux postes frontières pour informer les automobilistes qui entrent dans le pays. Une semaine plus tard, ils manifesteront devant les institutions européennes et des rendez-vous sont pris avec des présidents de parti.

« *Nous nous refusons à partir en grève, comme ce fut le cas en Angleterre où tout le pays a débrayé pendant 24 heures, ce qui a coûté des vies humaines, assure le président de la Fédération. Mais nous pourrions en arriver à une démission collective si le gouvernement ne bouge pas.* »

Les prochaines semaines promettent d'être mouvementées.



LUC SCHARÈS

Le Soir, 30/11/2009, page 3: « Dans ce pays, la sécurité n'est plus assurée »

« Dans ce pays, la sécurité n'est plus assurée »

analyse

Les accusations portées par la défense de plusieurs entreprises à l'encontre des pompiers qui sont intervenus à Ghislenghien – cinq hommes sont morts le 30 juillet 2004 – ont sans doute joué un rôle essentiel : la colère et la détermination ont gagné ces jours-ci la plupart des casernes du pays.

Risquer sa vie, soit, c'est le métier qui veut ça. Travailler dans des conditions indignes, avec des moyens dérisoires, c'est un scandale, mais il ne faut pas désespérer d'une réforme qui finira peut-être par se concrétiser. Par contre, subir des critiques sévères alors que le deuil des collègues morts en service n'est pas fait et que les revendications basiques ne sont pas rencontrées, voilà qui est franchement inacceptable. Les hommes du feu sont des gens raisonnables, le plan d'actions des prochains jours sera mesuré. Mais on devine aisément que les choses n'en resteront pas là si le gouvernement ne prend pas vite la mesure du dossier.

En cinq ans, et si l'on excepte la nouvelle cartographie des zones de secours – balbutiante et souvent critiquée –, rien n'a bougé. L'incurie du fédéral, qui n'a pas réussi à débloquer les 70 millions nécessaires pour 2010, fait craindre le pire aux communes qui ont gardé la réforme des services de police au travers de la gorge. Les pouvoirs locaux ne veulent pas payer la modernisation, eux qui assument actuellement 90 % des moyens mis à disposition des 251 casernes belges. Leur objectif est à la limite de l'utopie : à terme, un partage équitable des frais avec le budget de l'Etat. On en est loin.

Les pompiers veulent avancer. Ils savent de quoi est fait leur quotidien : « *Certains doivent organiser un souper pour financer l'achat de matériel de désincarcération* », rappelait récemment le président de la fédération francophone.

L'Etat joue avec le feu en n'assurant pas le minimum vital à des gens qui veillent jour et nuit à la sécurité de toute la population. Et qui disent aujourd'hui : « *Dans ce pays, la sécurité n'est plus assurée* ».

ERIC DEFFET

